

À en croire des chiffres publiés par l'Université Johns Hopkins le 13 mai 2021, la CoViD-19 a touché 160 millions d'humains (soit 2%) et est responsable de 3,5 millions de morts (soit 2% des malades et 0,04% de la population mondiale). Comparés au virus de la grippe (sévère), ces chiffres rendent la Covid-19 pratiquement inoffensive : en effet, on recense en moyenne 470.000 décès sur les 4 millions de personnes atteintes d'une forme sévère de la grippe chaque année, soit 13 %. Pourtant ils ont engendré une panique planétaire depuis février 2020. Ci-après, quelques éléments de réflexion pour répondre à la question : comment la panique actuelle est-elle apparue, a-t-elle pris corps et engendré la course actuelle à la vaccination ?

Contrairement aux centaines de millions d'années depuis l'apparition de la vie humaine où nos modes de vie dépendaient de notre environnement, depuis le 19<sup>e</sup> siècle, les humains non seulement dérobent les ressources de la planète, mais prétendent s'affranchir de toute contingence naturelle.

Le virus du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère n° 2 (SARS-CoV-2) s'est installé partout sur Terre. Les gouvernements nationaux ont pris des mesures diverses, mais sans concertation internationale, et dans beaucoup de pays, sur fond de système de santé affaibli par des coupes budgétaires. Actuellement, les autorités médicales et politiques soutiennent une campagne massive de vaccination, sans vérifier si la personne à vacciner est déjà immunisée ou n'est pas porteuse du virus.

Quels que soient les chiffres, on peut tirer maint enseignement de la situation créée *grâce au* virus de la Covid-19 :

1) L'annonce de la pandémie est arrivée peu après que banquiers et économistes aient alerté sur l'imminence d'une crise financière grave.

2) Lors de celle de 2008, les États ont renfloué les banques, entraînant d'énormes dettes publiques. Peu de contribuables conscients de la situation l'ont accepté. La panique pandémique est venue à point nommé pour détourner l'esprit du public de la gestion des finances.

3) Pourtant il ne peut nous échapper que les États riches ont versé à certaines firmes pharmaceutiques des sommes ahurissantes, et là aussi, il s'agit de l'argent du contribuable. De nombreux gouvernements ont décidé de faire vacciner leurs populations aux frais de leur sécurité sociale nationale.

4) La plupart (sinon la totalité) des états que l'on dit démocratiques imposent puis lèvent des quarantaines sans explications et sans débat parlementaire. Des citoyen·nes décident de braver les interdits : rassemblements festifs et revendicatifs, écrits qui s'écartent de la doxa. Ces remue-ménages inquiètent à raison les autorités.

Un exemple de source de perplexité : la phase d'essais cliniques sur les effets secondaires à plus ou moins long terme d'une préparation pharmaceutique n'est-elle pas en train d'avoir lieu pour les vaccins contre la CoVid-19 à l'échelle des populations vaccinées ?

S'il est confirmé que la maladie n'est pas trop inquiétante, pourquoi les autorités prennent-elles des mesures apparemment absurdes, dont un 'confinement' malsain physiquement comme mentalement ?

S'il est vérifié qu'être « vacciné » n'empêche pas la maladie de se développer, pourquoi continuer à déployer des campagnes de vaccination ?

Ne s'agirait-il pas de vérifier le degré d'obéissance des administrés ? N'était-ce pas Cicéron, avocat et homme d'état romain, qui affirmait que le goût du pouvoir et la recherche du profit l'emportent toujours sur les idées et les projets politiques ?